

Département des Hautes-Alpes  
*Mairie de La Roche de Rame*

AR Prefecture

005-210501227-20260206-2026\_11-DE  
Reçu le 10/02/2026



*République Française*

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FEVRIER 2026.**

**CONSEILLERS MUNICIPAUX EN EXERCICE : 11**

L'an deux mille vingt-six, le six février, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal, convoqué le 27 janvier 2026, s'est réuni en séance ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRISON, Maire.

**Présents :** Michel FRISON, Michel MOYNIER, Marie BAILLARD, Amandine FIOT, Daniel ALLARD, Paul BASSA, Frédérique PASQUALI-BARTHELEMY.

**Pouvoirs :** Mélanie COURCIER donne pouvoir à Michel FRISON.

Vincent RICHE donne pouvoir à Frédérique PASQUALI-BARTHELEMY.

**Absents excusés :** Delphine THAENS, Olivier CHIENNO.

**Secrétaire de séance :** Marie BAILLARD

**N° 2026.11**

**OBJET : DECISION DE NE PAS SOUMETTRE LA  
MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL  
D'URBANISME A L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

Le Maire rappelle que le plan local d'urbanisme a été approuvé par délibération du conseil municipal le 3 août 2011 ;

Il explique qu'une modification de droit commun n°1 du PLU a été prescrite par arrêté municipal n°2025-07-07-001 du 07 juillet 2025 :

- Afin de modifier les orientations d'aménagement et de programmation s'appliquant au secteur du Planet ainsi que le règlement écrit et graphique de la zone AUci, pour mettre en cohérence le PLU avec le projet d'extension de la zone industrielle du Planet.
- Afin d'actualiser le règlement écrit, en améliorant la rédaction de certaines règles, en en assouplissant d'autres et en proposant de nouvelles règles au regard du retour d'expérience des élus et du service urbanisme, mais aussi pour prendre en compte les évolutions réglementaires.
- Afin de permettre un projet de renouvellement urbain concernant la friche de l'ancien hôtel Fourrat.

Le Maire précise que les articles R104-33 à R104-37 du code de l'urbanisme édictent que lorsque la procédure de modification du PLU fait l'objet d'une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale, « La décision mentionnée à l'article R. 104-33 est motivée et publiée dans les conditions prévues aux articles R. 143-15 et R. 153-21 [...] ».

La mairie a saisi en date du 26 juin 2025 la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) pour un examen au cas par cas dit « ad hoc » au titre des articles R104-33 à R104-37 du code de l'urbanisme. Le dossier transmis comprenait une auto-évaluation concluant à l'absence d'incidence notable sur l'environnement de par la nature des modifications apportées au plan local d'urbanisme.

La MRAE a rendu un avis conforme n° 002762/KK AC PLU indiquant que le projet de modification de droit commun n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de La Roche-de-Rame ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

A l'issue de cette réponse, il est demandé au conseil municipal de se positionner sur la non nécessité d'une évaluation environnementale pour le dossier modification de droit commun n°1 du plan local d'urbanisme.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-45 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 03 août 2011,

Vu l'arrêté municipal n° 2025-07-07-001 du 07 juillet 2025 prescrivant la modification de droit commun n°1 du PLU,

Vu l'avis conforme n°002762/KK AC PLU de la mission régionale d'autorité environnementale concluant à l'absence de nécessité d'évaluation environnementale de la modification de droit commun n°1 du PLU de La Roche-de-Rame,

Vu les articles R104-33 à R104-37 du code de l'urbanisme,

Considérant que les modifications apportées au PLU approuvé par délibération du conseil municipal en date du 3 août 2011

sont les suivantes :

- Adapter le PLU suite aux études relatives à l'extension de la ZA du Planet (modification du règlement, zonage et OAP) ;
- Faciliter un projet de renouvellement urbain sur la friche de l'ancien hôtel Fourrat ;
- Faire évoluer le règlement écrit sur différents points, permettant d'améliorer, et parfois d'assouplir la rédaction de certaines règles et de proposer de nouvelles règles au regard du retour d'expérience des élus et du service urbanisme, mais aussi pour prendre en compte les évolutions réglementaires.

Considérant que, de par la nature des modifications apportées, la modification de droit commun n°1 du PLU n'a pas d'incidence justifiant une évaluation environnementale,

Entendu l'exposé du maire ;

Après en avoir débattu et délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, :

AR Préfecture

005-210501227-20260206-2026\_11-DE

Reçu le 10/02/2026

**DECIDE**

Ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification de droit commun n°1 du PLU.

**DIT QUE**

Conformément aux articles R104-37, R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans le journal suivant : Le Dauphiné libéré.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus  
Au registre sont les signatures

Pour extrait conforme  
Le Maire

Sens du vote	
Contre :	0
Abstention :	0
Pour :	9

